

## Abolition des privilèges, Laïcité et Religion Capitaliste.

L'abolition des privilèges, c'est l'abolition de l'ordre religieux, laquelle se précise le 9 décembre 1905, par la séparation de l'église et de l'état. A compter de cette date, notre République devient officiellement laïque.

Ceci étant, nous observons que des privilèges persistent, dans notre société, qu'une autre religion vient « légitimer », une religion qui ne dit pas son nom : le Capitalisme. Car en effet, ce qui se présente comme un système économique est bien plus que cela, c'est une religion.

Comment ne pas voir qu'il s'agit d'un ordre ? Son dieu est l'argent. Son clergé se compose d'économistes, ceux-là même que nous qualifions d'*orthodoxes*. Sa doctrine repose sur un ensemble de croyances.

Ces croyances sont trop nombreuses pour toutes les présenter ici. Je propose donc d'en signaler quelques unes, et vous invite à effectuer quelques recherches sur le sujet.

### 1 / La croyance dans le fait que le patrimoine génère de la valeur économique :

Dans ce monde capitaliste, il semble normal de tirer un revenu de son patrimoine. Qu'il s'agisse d'un logement ou d'une usine, nous croyons que ce patrimoine génère de la valeur économique, sans doute par la puissance du saint-esprit ! C'est oublier bien vite que le travail humain peut seul produire cette valeur. Il suffit que les travailleurs se mettent en grève pour aussitôt s'en rendre compte : l'usine ne génère plus aucun profit. A rebours de cette croyance, nous voyons bien que le propriétaire s'accapare une valeur produite par autrui.

Rappelons ici que la notion de propriété lucrative est sacralisée par la Déclaration des Droits de l'Homme. Elle apparaît également dans nos Constitutions successives, jusqu'à celle de 1958. C'est dire à quel point elle s'impose comme une évidence, quand bien même c'est une aberration. Ce n'est là qu'une croyance, fondatrice de cette religion, mais elle autorise l'esclavage moderne, et génère des privilèges.

## 2 / La croyance en la nécessité du marché du travail :

Le Capital nous fait croire que la valeur ne peut se produire qu'à travers un emploi. Selon ce dogme, nous devons nous soumettre à un employeur, en travaillant à son profit. Tout ce que nous pouvons produire en dehors de l'emploi n'est pas considéré comme « travail », quand bien même il peut s'agir de la même activité !

Prenons ici l'exemple d'un déménagement. Effectué par l'entraide, dans un cercle d'amis, il est considéré comme non-productif. Effectué par des employés, au service d'un employeur, il devient aussitôt productif ! La contradiction est flagrante, et nous pourrions multiplier les exemples. Qu'un tel paradoxe puisse ainsi prospérer, c'est le fait évident d'une croyance.

## 3 / La croyance en la nécessité du crédit, pour financer l'investissement :

Nous sommes persuadés que les investisseurs sont nécessaires, pour financer l'économie, par le moyen du crédit. C'est oublier qu'ils s'attribuent 35 % de notre production – environ 800 milliards d'euros chaque année – qu'ils consentent à nous prêter, pour moitié seulement, sous la forme du prêt, avec taux d'intérêt ! C'est-à-dire qu'ils nous volent, financent tous nos investissements, pour nous voler encore, jusqu'à la fin des temps.

Nous pouvons pourtant sortir de ce cercle vicieux, et gérer nous-mêmes nos investissements, par les moyens de la cotisation et de la subvention. Il suffirait d'ouvrir les yeux, et nous défaire de cette croyance.

## 4 / Conclusion :

En conclusion, nous voyons bien que la laïcité – affirmation de la souveraineté du peuple – n'est toujours pas réalisée. Nous sommes un peuple religieux, soumis à un dogme, écoutant respectueusement le catéchisme du pouvoir.

Pour approfondir cette analyse, je vous conseille de consulter une vidéo du sociologue Bernard Friot, intitulée « Religion capitaliste et laïcité », ainsi que l'ouvrage de Pierre Dharréville, « La laïcité n'est pas ce que vous croyez ».